

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/14659]

3 MAI 2019. — Décret relatif à la lutte contre les violences faites aux femmes

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Conformément à la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du mai 2011 :

Le terme « violences à l'égard des femmes » doit être compris comme une violation des droits de l'homme et une forme de discrimination à l'égard des femmes et désigne tous les actes de violence fondés sur le genre qui entraînent, ou sont susceptibles d'entraîner pour les femmes, des dommages ou souffrances de nature physique, sexuelle, psychologique ou économique, y compris la menace de se livrer à de tels actes, la contrainte ou la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou privée.

Le terme « genre » désigne les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits qu'une société donnée considère comme appropriés pour les femmes où les hommes.

Le terme « violence à l'égard des femmes fondée sur le genre » désigne toute violence faite à l'égard d'une femme parce qu'elle est une femme ou affectant les femmes de manière disproportionnée.

Le terme « femme » inclut les filles de moins de 18 ans.

CHAPITRE II. — Comité de coordination à la lutte contre les violences faites aux femmes

Art. 2. Il est constitué un Comité de coordination à la lutte contre les violences faites aux femmes, ci-après dénommé « le Comité ».

Art. 3. Le Comité a pour missions de :

- 1° remettre une proposition de plan quinquennal de lutte contre les violences faites aux femmes, visé à l'article 8 ;
- 2° effectuer un suivi du Plan quinquennal de lutte contre les violences ;
- 3° veiller à l'accessibilité d'informations, d'études et d'outils éducatifs relatifs aux violences faites aux femmes tant pour les professionnels que pour le grand public ;
- 4° veiller à une articulation cohérente avec les politiques locales, régionales et fédérales ;
- 5° à l'exception des membres experts du Comité issus de la société civile, remettre un avis motivé au Gouvernement sur les décisions de reconnaissance ou de non-reconnaissance des Collectifs d'associations de lutte contre les violences faites aux femmes, visés au chapitre IV.

Art. 4. § 1^{er}. Le Comité est composé de dix-huit membres répartis comme suit :

- 1° le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son représentant ;
- 2° un représentant de chacune des administrations suivantes :
 - de la Direction Egalité des chances ;
 - de l'Administration générale de la Culture;
 - de l'Administration générale du Sport;
 - de l'Administration générale de l'Aide à la jeunesse ;
 - de l'Administration générale des Maisons de Justice ;
 - de l'Administration générale de l'Enseignement ;
 - de la Cellule de coordination de l'Aide aux enfants victimes de maltraitance.
- 3° un représentant des organismes suivants :
 - de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (ARES) ;
 - de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) ;
 - de la RTBF.
- 4° cinq membres issus de la société civile ayant la qualité d'experts couvrant au moins chacun un des domaines suivants :
 - l'égalité homme-femme et la lutte contre le sexisme ;
 - les violences conjugales, en ce compris la problématique des enfants exposés à ces violences ;
 - les violences sexuelles ;
 - les mutilations génitales féminines ;
 - les mariages forcés et les violences liées à l'honneur.
- 5° un membre du secteur académique reconnu pour sa qualité d'expert sur la problématique des violences faites aux femmes ;
- 6° un représentant du Ministre ayant les Droits des femmes ou, à défaut, ayant l'Egalité des chances dans ses attributions.

Les représentants des membres visés en 2° et 3° sont chargés d'assurer la mise en œuvre des décisions prises dans le cadre du Comité au sein de leur institution.

§ 2. Le Gouvernement établit une liste de réserve composée d'un suppléant pour chaque membre du Comité.

Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif et, le cas échéant, achève le mandat du membre effectif démissionnaire.

§ 3. Les experts issus de de la société civile et académiques sont désignés par le Gouvernement pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois.

Les membres experts visés à l'alinéa 1^{er} sont désignés après un appel public aux candidatures, dont le Gouvernement peut déterminer les modalités d'organisation.

Les candidats experts doivent justifier leur compétence ou leur expérience professionnelle ainsi que leur motivation à siéger au sein du Comité. Ils indiquent la qualité en vertu de laquelle ils présentent leur candidature et démontrent qu'ils adhèrent aux principes de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011 et, en particulier, que la nature structurelle de la violence faite aux femmes est fondée sur le genre.

§ 4. Les membres qui cessent d'exercer leurs fonctions avant l'expiration de leur mandat ou qui perdent les qualités en vertu desquelles ils ont été désignés sont réputés démissionnaires.

Est également réputé démissionnaire tout membre qui, sans justification, est absent de plus de la moitié des réunions annuelles du Comité.

Le membre démissionnaire est remplacé par son suppléant et, à défaut, par une personne ayant la même qualité que le membre démissionnaire pour poursuivre le mandat.

Le renouvellement d'un membre en qualité d'expert est considéré comme le premier mandat de la personne ayant remplacé un membre démissionnaire.

§ 5. La qualité de membre du Comité est incompatible avec celle de membre d'un organisme, d'une association ou d'une personne qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par la loi du 10 mai 2007 visant à lutter contre certaines formes de discrimination, par la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre les discriminations entre les femmes et les hommes ou par le décret du 12 décembre 2008 de la Communauté française relatif à la lutte contre certaines formes de discriminations.

§ 6. Le Comité désigne en son sein, pour un terme de cinq ans, un Président et un vice-Président.

§ 7. Le Comité peut inviter toute personne susceptible d'apporter un complément d'information sur un ou plusieurs points précis de l'ordre du jour.

Art. 5. § 1^{er}. Le Comité se réunit sur convocation du Président. La convocation contient l'ordre du jour.

Le Comité ne délibère valablement que si au moins la moitié de ses membres est présente ou représentée conformément aux dispositions prévues dans son règlement d'ordre intérieur.

En l'absence du quorum requis, le Comité est tenu d'organiser une séance dans le mois et au minimum 48 heures après la tenue de la réunion précédente. Au cours de cette nouvelle séance, le Comité délibère valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

Le Comité rend ses avis au consensus ou, à défaut, à la majorité simple des membres présents.

Lorsqu'il donne son avis sur les appels à projet, le comité se réunit en comité restreint. Les membres du comité, experts issus de la société civile, ne sont pas associés à la délibération.

§ 2. Dans les limites des crédits disponibles, les membres du Comité visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o et 5^o, reçoivent un jeton de présence ou une indemnité de lecture.

Le montant du jeton de présence est fixé à 40 euros pour une demi-journée de réunion de travail.

Une indemnité de lecture, fixée à 210 euros par présence effective, est attribuée pour les réunions de travail du Comité nécessitant une contribution de fond sollicitée au préalable par le Président du Comité ou visant à statuer sur la reconnaissance des collectifs d'associations visés au chapitre V. Le Président avertira les membres concernés que la contribution sollicitée est sujette à indemnité. Cette indemnité est plafonnée à 840 euros par an.

Dans les limites des crédits disponibles, les montants du jeton de présence et de l'indemnité de lecture sont indexés chaque année sur base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

Les membres du Comité bénéficient d'une indemnité pour les frais de parcours entre leur domicile et le lieu de réunion. Cette indemnité est allouée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel de rang 12 du Ministère de la Communauté française. Le montant maximum de l'indemnité correspond au coût d'un billet de chemin de fer en deuxième classe.

Art. 6. Le Comité élabore un règlement d'ordre intérieur et le soumet au Gouvernement pour approbation. Il comporte au minimum les éléments suivants:

1° le rôle de la présidence ;

2° la méthodologie de travail ;

3° le nombre minimal de réunions annuelles, celui-ci ne pouvant être inférieur à deux par an. Le secrétariat peut organiser des groupes de travail en fonction des thématiques spécifiques traitées. Les résultats de ces travaux sont présentés et approuvés en plénière ;

4° les règles prévues en matière de procuration à un autre membre, étant entendu que chaque membre ne peut être porteur de plus d'une procuration;

5° l'obligation de rédiger un procès-verbal des débats tenus au cours de chaque réunion. Ce procès-verbal résumant les débats sera transmis au Gouvernement en même temps que l'avis, s'il échet;

6° les règles de déontologie comprenant des dispositions relatives aux conflits d'intérêts personnel ou fonctionnel;

7° les critères de mise en place et de fonctionnement des Comités d'accompagnement chargés du suivi des projets des Collectifs d'associations.

CHAPITRE III. — *Plan quinquennal de lutte contre les violences faites aux femmes*

Art. 7. Le Gouvernement adopte, tous les cinq ans, sur proposition du Comité, un plan de lutte contre les violences faites aux femmes en lien avec la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011. Il contient une évaluation des coûts de sa mise en œuvre. Le plan est communiqué au Parlement.

Ce plan d'action est communiqué aux divers niveaux de pouvoir et aux diverses instances en charge de la lutte contre les violences et responsables des rapports nationaux ou internationaux.

Un rapport d'évaluation est établi par le Comité après deux ans. Il est transmis au Gouvernement pour approbation et transmis au Parlement. Un rapport final est établi par le Comité après cinq ans. Il est soumis au Gouvernement pour approbation et transmis au Parlement.

CHAPITRE IV. — *Collectifs d'associations relatifs à la lutte contre les violences faites aux femmes*

Art. 8. § 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, le Gouvernement reconnaît, pour un terme de cinq ans, après avis du Comité, au moins cinq collectifs d'associations relatifs à la lutte contre les violences faites aux femmes, ci-après dénommés « Collectifs ». Il s'assurera que chacune des thématiques suivantes soit traitée par, au moins, un collectif d'associations :

- 1° les actions préventives en matière d'égalité hommes-femmes et de lutte contre le sexisme ;
- 2° les violences conjugales en ce compris la problématique des enfants exposés à ces violences ;
- 3° les violences sexuelles ;
- 4° les mutilations génitales féminines ;
- 5° les mariages forcés et les violences liées à l'honneur.

§ 2. Un Collectif est composé d'au moins deux associations qui unissent leurs expertises pour mener un projet assurant la mise en œuvre d'une ou plusieurs mesures contenues dans le Plan d'actions de lutte contre les violences faites aux femmes.

§ 3. Pour être éligible comme membre d'un Collectif, chacune des associations doit répondre à l'ensemble des critères suivants :

1° être constituée en personne morale sans but lucratif au sens des articles 1:2 et 1:3 du Code des sociétés et des associations;

2° au moment de l'introduction de la demande, compter au moins un an d'existence et justifier, durant cette période, d'activités régulières dans les domaines visés au paragraphe 1^{er};

3° faire valoir une expertise sur les questions d'égalité homme-femme ainsi que dans la lutte contre une ou plusieurs formes de violences faites aux femmes, telles que :

- le sexisme ;
- les violences conjugales, en ce compris la problématique des enfants exposés à ces violences ;
- les violences sexuelles, en ce compris le viol, le harcèlement sexuel, les agressions sexuelles, la prostitution, l'inceste ;
- les violences commises dans un contexte de pratiques traditionnelles ou culturelles, à savoir les mutilations génitales féminines, les mariages forcés ou encore les violences liées à l'honneur.

4° démontrer qu'elle adhère aux principes de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du 11 mai 2011, et en particulier que la nature structurelle des violences faites aux femmes est fondée sur le genre et que la violence à l'égard des femmes est un des mécanismes sociaux cruciaux par lesquels les femmes sont maintenues dans une position de subordination par rapport aux hommes ;

5° développer leurs actions sur le territoire de la Communauté française.

§ 4. La reconnaissance est précédée d'un appel à candidatures quinquennal publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française. L'appel à candidatures comprend les modalités d'introduction de candidature et un cahier des charges. Ce dernier est établi par le Comité exclusivement sur base des objectifs spécifiques déterminés dans le Plan quinquennal de lutte contre les violences faites aux femmes visé à l'article 8. Il est soumis au Gouvernement pour approbation.

Le Comité, à l'exception des membres experts issus de la société civile, remet un avis motivé sur la recevabilité des candidatures et sur la reconnaissance ou non-reconnaissance des collectifs d'associations au Gouvernement. Le Comité peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats.

La procédure de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des collectifs d'associations peut être précisée par le Gouvernement. Aucune décision de reconnaissance ne peut être suspendue, modifiée ou résiliée par le Gouvernement sans avoir au préalable reçu l'avis du Comité de coordination.

Art. 9. § 1^{er}. La sélection s'opère au regard des phases et éléments suivants :

1° la recevabilité du projet, à savoir l'introduction d'un dossier complet, dans le délai requis ainsi que l'adéquation du projet aux conditions cadres de l'appel à candidatures ;

2° les projets recevables sont examinés au fond et notés sur 100 points, au regard des critères suivants :

- a) l'opportunité du projet, à savoir sa pertinence ainsi que l'impact escompté (25 points);
- b) la pertinence du partenariat entre les opérateurs constituant un Comité d'associations au regard de leur projet (25 points);

10 points bonus sont octroyés aux partenariats qui comprennent au moins une association dont l'objet social est exclusivement la lutte contre une ou plusieurs formes de violences faites aux femmes ;

c) la maturité du projet, à savoir les méthodes d'organisation, le type d'encadrement ou encore les indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées (25 points) ;

d) l'analyse budgétaire, à savoir l'adéquation entre le montant sollicité et le coût des activités programmées (25 points).

§ 2. Le projet de Collectif qui n'aura pas atteint 70% des points ne pourra être retenu.

Si les crédits budgétaires sont insuffisants pour soutenir les projets recevables répondant aux conditions générales et particulières, le Gouvernement accorde une priorité aux projets les mieux notés.

Art. 10. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, un montant annuel minimal de 75.000 € est consacré au financement du projet mené par chaque Collectif. Ces montants sont indexés annuellement, dans la limite des crédits disponibles, sur base du montant fixé l'année antérieure, multiplié par le rapport entre l'indice santé du mois de janvier de l'année considérée et celui du mois de janvier de l'année antérieure.

§ 2. La subvention permet de couvrir les dépenses liées à la réalisation du projet, à savoir :

1° les dépenses couvrant les charges salariales pour autant qu'elles soient strictement liées au développement du projet subventionné ;

2° les dépenses couvrant les frais de fonctionnement exclusivement liés au développement du projet à l'exception des frais usuels et structurels du demandeur ;

3° les frais de publication, de production, de diffusion, de documentation, d'achat de petits matériels et de missions exclusivement liés au développement du projet.

§ 3. Le Gouvernement détermine, après avis du Comité, le montant alloué à chaque Collectif sélectionné. Ce montant sera fixé au regard de l'analyse budgétaire, à savoir l'adéquation entre le montant sollicité et le coût des activités programmées dans le cadre de la reconnaissance.

Art. 11. Le Gouvernement liquide annuellement la subvention en deux tranches :

1° la première tranche équivalente à 85 % est liquidée au plus tard six semaines après l'engagement budgétaire ;

2° la seconde tranche, soit 15 %, est versée au plus tard six semaines après la remise du dossier justificatif de la subvention.

Le Gouvernement arrête les modalités de justification des subventions.

CHAPITRE V. — *Evaluation*

Art. 12. Une évaluation externe de l'application du présent décret a lieu au plus tard six ans après son entrée en vigueur et, ensuite, tous les cinq ans.

Le rapport d'évaluation est communiqué au Gouvernement et au Parlement dans les six mois de l'échéance de la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement assure la publication de cette évaluation.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 826-1 – Rapport de commission, n° 826-2. – Amendement(s) en séance, n° 826-3. - Texte adopté en séance plénière, n° 826-4

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/14659]

3 MEI 2019. — Decreet betreffende de strijd tegen het geweld tegen vrouwen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. In overeenstemming met het Verdrag van de Raad van Europa inzake de preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van mei 2011:

De term "geweld tegen vrouwen" moet worden opgevat als een schending van de mensenrechten en een vorm van discriminatie van vrouwen en verwijst naar alle vormen van gendergerelateerd geweld die leiden of kunnen leiden tot fysieke, seksuele, psychologische of economische schade of leed voor vrouwen, met inbegrip van dreigementen met betrekking tot dergelijke daden, dwang of willekeurige vrijheidsberoving, zowel in het openbare als in het privéleven.

De term "gender" verwijst naar de maatschappelijk bepaalde rollen, gedragingen, activiteiten en eigenschappen die in een maatschappij passend worden geacht voor vrouwen en mannen;

De term "gendergerelateerd geweld tegen vrouwen" verwijst naar elk geweld gericht tegen een vrouw omdat ze een vrouw is of geweld dat vrouwen buitenproportioneel treft;

De term "vrouw" omvat ook meisjes onder de 18 jaar.

HOOFDSTUK II. — Coördinatiecomité voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen

Art. 2. Er wordt een coördinatiecomité voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen ingesteld, hierna "het comité" genoemd.

Art. 3. Het Comité heeft als opdracht:

1° een voorstel in te dienen voor een vijfjarenplan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen, als bedoeld in artikel 8;

2° het vijfjarenplan ter bestrijding van geweld opvolgen;

3° ervoor te zorgen dat informatie, studies en onderwijsinstrumenten over geweld tegen vrouwen toegankelijk zijn voor zowel professionelen als het grote publiek;

4° zorgen voor een coherente samenhang tussen het lokale, gewestelijke en federale beleid;

5° met uitzondering van de experts van het Comité uit het maatschappelijk middenveld, een met redenen omkleed advies uitbrengen aan de Regering over de beslissingen inzake de erkenning of niet-erkenning van de "Collectifs d'associations de lutte contre les violences faites aux femmes", (Collectieven van verenigingen die zich inzetten voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen) bedoeld in hoofdstuk IV.

Art. 4. § 1. Het comité bestaat uit achttien leden, die als volgt zijn verdeeld:

1° De Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn vertegenwoordiger;

2° een vertegenwoordiger van elk van de volgende besturen:

- Directie Gelijke kansen;
- Algemeen bestuur Cultuur;
- Algemeen bestuur Sport;
- Algemeen bestuur Hulpverlening aan de jeugd;
- Algemeen bestuur Justitiehuisen;
- Algemeen bestuur Onderwijs;
- coördinatie van de preventie van misbruik.

3° een vertegenwoordiger van de volgende organisaties:

- Academie voor onderzoek en hoger onderwijs (ARES);
- de l'Office de la naissance et de l'enfance (ONE) ;
- RTBF.

4° vijf leden van het maatschappelijk middenveld die deskundig zijn op ten minste een van de volgende gebieden:

- gelijkheid tussen man en vrouw en de strijd tegen het seksisme;
- huiselijk geweld, met inbegrip van de kwestie van kinderen die aan dergelijk geweld worden blootgesteld;
- seksueel geweld;
- genitale verminkingen van vrouwen;
- gedwongen huwelijken en eengerelateerd geweld.

5° een lid van de academische sector die erkend wordt voor zijn of haar expertise op het gebied van geweld tegen vrouwen;

6° een vertegenwoordiger van de Minister die bevoegd is voor de Rechten van de vrouw of, bij gebreke daarvan, die bevoegd is voor Gelijke kansen.

De vertegenwoordigers van de leden bedoeld in 2° en 3° zijn verantwoordelijk voor de uitvoering van de beslissingen genomen in het kader van het Comité binnen hun instelling.

§ 2. De Regering stelt een reservelijst op, bestaande uit één plaatsvervanger voor elk lid van het Comité.

Het plaatsvervangend lid zetelt alleen bij afwezigheid van het werkend lid en vult eventueel het mandaat van het aftredende werkend lid aan.

§ 3. Experts uit het maatschappelijk middenveld en de academische wereld worden door de Regering benoemd voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden verlengd.

De in alinea 1 bedoelde experts worden benoemd na een openbare oproep tot kandidaatstelling, waarvan de organisatie door de Regering kan worden bepaald.

De kandidaat-experts moeten hun bekwaamheid of beroepservaring en hun motivatie om zitting te nemen in het comité rechtvaardigen. Zij geven aan in welke hoedanigheid zij zich kandidaat stellen en tonen aan dat zij de beginselen van het Verdrag van de Raad van Europa van 11 mei 2011 inzake de preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld onderschrijven, en met name dat het structurele karakter van geweld tegen vrouwen gebaseerd is op gender.

§ 4. Leden die hun functie vóór het einde van hun ambtstermijn beëindigen of die hun functie verliezen of die de kwaliteiten uit hoofde waarvan zij zijn benoemd, verliezen, worden geacht ontslag te nemen.

Een lid dat ten onrechte afwezig is bij meer dan de helft van de jaarvergaderingen van het Comité, wordt eveneens geacht ontslag te nemen.

Het ontslagnemende lid wordt vervangen door zijn plaatsvervanger en, bij gebreke daarvan, door een persoon die dezelfde kwaliteiten heeft als het ontslagnemende lid om het mandaat voort te zetten.

De vervanging van een lid als expert wordt beschouwd als de eerste ambtstermijn van de persoon die een ontslagnemend lid heeft vervangen.

§ 5. Het lidmaatschap van het comité is onverenigbaar met het lidmaatschap van een organisatie, vereniging of persoon die de beginselen van de democratie zoals vastgelegd in het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en in de Grondwet niet eerbiedigt, door de wet van 30 juli 1981 betreffende de bestrijding van bepaalde door racisme en vreemdelingenhaat geïnspireerde handelingen, de wet van 10 mei 2007 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, de wet van 10 mei 2007 betreffende de bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen of het decreet van 12 december 2008 van de Franse Gemeenschap betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

§ 6. Het comité benoemt onder zijn leden voor een periode van vijf jaar een voorzitter en een vice-voorzitter.

§ 7. Het Comité kan eenieder uitnodigen die aanvullende informatie over een of meer specifieke agendapunten kan verstrekken.

Art. 5. § 1. Het Comité komt op uitnodiging van de voorzitter bijeen. De agenda wordt in de uitnodiging opgenomen.

Het Comité kan slechts geldig vergaderen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is overeenkomstig de bepalingen van zijn huishoudelijk reglement.

Bij afwezigheid van het vereiste quorum moet het Comité binnen een maand en ten minste 48 uur na de vorige vergadering een vergadering houden. Tijdens deze nieuwe vergadering beraadslaagt het Comité geldig, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Het comité brengt zijn adviezen uit bij consensus of, bij gebreke daarvan, bij gewone meerderheid van de aanwezige leden.

Het comité brengt advies uit over projectenoproepen in een beperkt comité. De leden van het comité, die experts zijn van maatschappelijke organisaties, zijn niet betrokken bij de beraadslagingen.

§ 2. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten ontvangen de leden van het Comité, bedoeld in artikel 5, § 1, eerste alinea, 4° en 5°, een zitpenning of leesvergoeding.

Het bedrag van de zitpenning is vastgesteld op 40 euro voor een halve dag werkoverleg.

Een leesvergoeding van 210 euro per effectieve deelname wordt toegekend voor vergaderingen van het comité die een substantiële bijdrage vereisen die vooraf door de voorzitter van het comité wordt gevraagd of die tot doel heeft te beslissen over de erkenning van de in hoofdstuk V bedoelde Collectieven van verenigingen. De voorzitter deelt de betrokken leden mee dat de gevraagde bijdrage wordt vergoed. Deze vergoeding is begrensd tot € 840 per jaar.

Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten worden de bedragen van de zitpenningen en de leesvergoeding jaarlijks geïndexeerd op basis van het bedrag dat voor het voorafgaande jaar is vastgesteld, vermenigvuldigd met de verhouding tussen het gezondheidsindexcijfer voor januari van het betrokken jaar en dat voor januari van het voorafgaande jaar.

De leden van het Comité ontvangen een vergoeding voor hun reiskosten tussen hun woonplaats en de vergaderplaats. Deze vergoeding wordt toegekend overeenkomstig de geldende regelgeving voor personeelsleden van rang 12 van het ministerie van de Franse Gemeenschap. Het maximumbedrag van de vergoeding komt overeen met de prijs van een tweedeklassspoorwegbiljet.

Art. 6. Het Comité stelt een huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering. Het omvat ten minste de volgende elementen:

1° de rol van het voorzitterschap;

2° de werkmethode;

3° het minimumaantal jaarlijkse vergaderingen, dat niet minder dan twee per jaar mag bedragen. Het secretariaat kan werkgroepen organiseren naar gelang van de specifieke thema's die aan de orde komen. De resultaten van deze werkzaamheden worden in de plenaire vergadering voorgesteld en goedgekeurd;

4° de regels die gelden voor de volmacht aan een ander lid, met dien verstande dat elk lid niet meer dan één volmacht mag bezitten;

5° de verplichting om tijdens elke vergadering notulen van de besprekingen op te stellen. Deze notulen met een samenvatting van de besprekingen zullen, indien van toepassing, samen met het advies aan de Regering worden toegezonden;

6° deontologische regels, met inbegrip van bepalingen met betrekking tot persoonlijke of functionele belangenconflicten;

7° de criteria voor de oprichting en het functioneren van de Steuncomités die belast zijn met het toezicht op de projecten van de Collectieven van verenigingen.

HOOFDSTUK III. — *Vijfjarenplan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen*

Art. 7. De Regering keurt om de vijf jaar op voorstel van het Comité een plan goed ter bestrijding van geweld tegen vrouwen in overeenstemming met het Verdrag van de Raad van Europa inzake de voorkoming en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van 11 mei 2011. Het bevat een beoordeling van de kosten van de uitvoering ervan. Over het plan wordt verslag uitgebracht aan het Parlement.

Dit actieplan wordt meegedeeld aan de verschillende overheidsniveaus en aan de verschillende instanties die belast zijn met de bestrijding van geweld en die verantwoordelijk zijn voor de nationale of internationale rapporten.

Na twee jaar stelt het comité een evaluatieverslag op. Het wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd en aan het parlement bezorgd. Na vijf jaar stelt de commissie een eindrapport op. Het wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd en aan het parlement bezorgd.

HOOFDSTUK IV. — *Collectieven van verenigingen die zich bezighouden met de bestrijding van geweld tegen vrouwen*

Art. 8. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare middelen erkent de Regering, voor een periode van vijf jaar na raadpleging van het Comité, ten minste vijf groepen van verenigingen die zich inzetten voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen, hierna "Collectieven" genoemd, voor een periode van vijf jaar. Zij zal ervoor zorgen dat elk van de volgende thema's door ten minste één groep van verenigingen wordt behandeld:

1° preventieve acties op het gebied van de gelijkheid van mannen en vrouwen en de strijd tegen seksisme;

2° huiselijk geweld, met inbegrip van de kwestie van kinderen die aan dergelijk geweld worden blootgesteld;

3° seksueel geweld;

4° genitale verminkingen van vrouwen;

5° gedwongen huwelijken en eerge relateerd geweld

§ 2. Een Collectief bestaat uit ten minste twee verenigingen die hun expertise bundelen om een project uit te voeren dat de uitvoering van een of meer maatregelen uit het actieplan ter bestrijding van geweld tegen vrouwen waarborgt.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor het lidmaatschap van een Collectief, moet elk van de verenigingen aan alle volgende criteria voldoen:

1° opgericht zijn als een rechtspersoon zonder winstoogmerk in de zin van de artikelen 1:2 en 1:3 van het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

2° op het ogenblik van de indiening van de aanvraag ten minste één jaar bestaan en gedurende die periode regelmatig activiteiten op de in paragraaf 1 bedoelde gebieden rechtvaardigen;

3° deskundigheid rechtvaardigen op het gebied van gendergelijkheidskwesities en in de strijd tegen een of meer vormen van geweld tegen vrouwen, zoals:

- seksisme;
- huiselijk geweld, met inbegrip van de kwestie van kinderen die aan dergelijk geweld worden blootgesteld;
- seksueel geweld, met inbegrip van verkrachting, seksuele intimidatie, aanranding, prostitutie en incest;
- geweld dat wordt gepleegd in de context van traditionele of culturele praktijken, zoals genitale verminking van vrouwen, gedwongen huwelijken of eerge relateerd geweld.

4° aantonen dat het de beginselen van het Verdrag van de Raad van Europa inzake de preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld van 11 mei 2011 onderschrijft, en in het bijzonder dat het structurele karakter van geweld tegen vrouwen gebaseerd is op gender en dat geweld tegen vrouwen een van de cruciale sociale mechanismen is waarmee vrouwen in een ondergeschikte positie ten opzichte van mannen worden gehouden;

5° hun activiteiten op het grondgebied van de Franse Gemeenschap ontwikkelen.

§ 4. De erkenning wordt voorafgegaan door een vijfjaarlijkse oproep tot het indienen van aanvragen die gepubliceerd wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De oproep tot het indienen van aanvragen omvat de procedures voor het indienen van aanvragen en een bestek. Dit laatste wordt door het comité uitsluitend op basis van de specifieke doelstellingen van het in artikel 8 bedoelde vijfjarenplan voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen vastgesteld. Het wordt ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

Het Comité, met uitzondering van de experts uit het maatschappelijk middenveld, brengt een met redenen omkleed advies uit over de ontvankelijkheid van de aanvragen en over de erkenning of niet-erkenning van de Collectieven van verenigingen aan de Regering. Het Comité kan, indien het dit nodig acht, de kandidaten horen.

De erkenningsprocedure, de vroegtijdige beëindiging van de erkenning en de schorsing of intrekking van de financiering van Collectieven van verenigingen kan door de Regering worden gespecificeerd. Geen enkele erkenningsbeslissing kan door de Regering worden geschorst, gewijzigd of beëindigd zonder voorafgaand advies van het coördinatiecomité.

Art. 9. § 1. De selectie wordt gemaakt met betrekking tot de volgende fasen en elementen:

1° de ontvankelijkheid van het project, d.w.z. de indiening van een volledig dossier binnen de vereiste termijn, en de geschiktheid van het project voor de kadervoorwaarden van de oproep tot het indienen van aanvragen;

2° de in aanmerking komende projecten worden op hun verdiensten beoordeeld en op 100 punten beoordeeld aan de hand van de volgende criteria:

- a) de opportuniteit van het project, d.w.z. de relevantie en het verwachte effect ervan (25 punten);
- b) de relevantie van het partnerschap tussen de actoren die een comité van verenigingen vormen voor hun project (25 punten);

10 bonuspunten worden toegekend aan partnerschappen die ten minste één vereniging omvatten waarvan het maatschappelijk doel uitsluitend de bestrijding van één of meer vormen van geweld tegen vrouwen is;

c) de maturiteit van het project, d.w.z. de organisatorische methoden, het soort toezicht of de indicatoren om de reikwijdte en de doeltreffendheid van de ontwikkelde acties te beoordelen (25 punten);

d) de budgettaire analyse, d.w.z. de toereikendheid van het gevraagde bedrag ten opzichte van de kosten van de geprogrammeerde activiteiten (25 punten).

§ 2. Het project van een Collectief dat geen 70% van de punten heeft behaald, kan niet worden weerhouden.

Indien de budgettaire middelen ontoereikend zijn om in aanmerking komende projecten te ondersteunen die aan de algemene en specifieke voorwaarden voldoen, geeft de Regering voorrang aan de projecten met de hoogste waardering.

Art. 10. § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten wordt jaarlijks een minimumbedrag van 75.000 € toegekend voor de financiering van het project dat door elke Collectief wordt uitgevoerd. Deze bedragen worden jaarlijks, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, geïndexeerd op basis van het voor het voorgaande jaar vastgestelde bedrag, vermenigvuldigd met de verhouding tussen de gezondheidsindex voor januari van het betrokken jaar en die voor januari van het voorgaande jaar.

§ 2. De subsidie dekt de uitgaven in verband met de uitvoering van het project, namelijk:

1° uitgaven die de loonkosten dekken, op voorwaarde dat zij strikt verband houden met de ontwikkeling van het gesubsidieerde project;

2° uitgaven die de werkingskosten dekken die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project, met uitzondering van de gewone en structurele kosten van de aanvrager;

3° de kosten van publicatie, productie, verspreiding, documentatie, aankoop van klein materiaal en opdrachten die uitsluitend verband houden met de ontwikkeling van het project.

§ 3. De Regering stelt na overleg met het comité het bedrag vast dat aan elk geselecteerde Collectief wordt toegewezen. Dit bedrag zal worden vastgesteld in het licht van de budgettaire analyse, d.w.z. de toereikendheid van het gevraagde bedrag ten opzichte van de kosten van de in het kader van de erkenning geprogrammeerde activiteiten.

Art. 11. De Regering vereffent de subsidie jaarlijks in twee delen:

1° het eerste deel van 85 % wordt uiterlijk zes weken na de vastlegging in de begroting betaald;

2° het tweede deel, 15 %, wordt uiterlijk zes weken na de indiening van het verantwoordingsdossier betaald.

De Regering bepaalt de wijze waarop de subsidies worden verantwoord.

HOOFDSTUK V. — *Evaluatie*

Art. 12. Uiterlijk zes jaar na de inwerkingtreding van dit besluit en vervolgens om de vijf jaar vindt een externe evaluatie plaats van de toepassing ervan.

Het evaluatieverslag wordt binnen zes maanden na het verstrijken van de in alinea 1 bedoelde termijn aan de Regering en het parlement toegezonden.

De Regering draagt zorg voor de publicatie van deze evaluatie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 826-1 – Commissieverslag, nr. 826-2. – Vergaderingsamendementen, nr. 826-3. – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering nr. 826-4.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming: Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/14771]

3 MAI 2019. — Décret instaurant un forum des jeunes de la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Jeune ou jeunesse » : une ou des personne(s) âgé(es) de 16 à 30 ans accomplis ;

2° « C.C.O.J. » : la commission consultative des organisations de jeunesse instaurée par l'article 37 du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

3° « C.C.M.C.J. » : la commission consultative des maisons et centres de jeunes instaurée par l'article 21 du décret du 20 juillet 2000 déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations ;

4° « Organisation de jeunesse (O.J.) » : organisation de jeunesse au sens du décret du 26 mars 2009 fixant les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse;

5° « Maison de jeunes (M.J.) » : association agréée par la Communauté française en vertu du décret précité du 20 juillet 2000, et répondant aux conditions particulières visées par l'article 3 dudit décret ;

6° « Centres de jeunes (C.J.) » : les associations agréées par la Communauté française en vertu du décret précité du 20 juillet 2000 que sont les Centres de rencontres et d'hébergement (C.R.H.) et les Centres d'information des jeunes (C.I.J.) ;

7° « Équipe pédagogique » ou « permanents » : l'ensemble des personnes qui sont sous contrat de travail ou en détachement pédagogique au sein de l'ASBL Forum des jeunes et qui ont pour mission d'accompagner et de soutenir le travail des instances dudit Forum ainsi que de contribuer à la préparation la mise en œuvre des missions et l'évaluation interne dudit Forum ;

8° « Les services du Gouvernement » : le Service de la Jeunesse de la Direction générale de la Culture du Ministère et le Service général de l'Inspection de la Culture de la Communauté française ;

9° « le secrétariat général » : l'équipe de permanents qui assure notamment de la gestion quotidienne de l'ASBL ;

10° « les principes de la démocratie » : les principes tels qu'énoncés par la Constitution, par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, par le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, par le décret de la Région wallonne du